



ΚΟΣ ΣΗΜΙΤΗΣ ΚΩΝ/ΝΟΣ

ΑΝΑΓΝΩΣΤΟΠΟΥΛΟΥ 10 - ΑΘΗΝΑ

www.pressdelivery.gr - 210 (9915957-9914830)

monde WEEK-END

Samedi 10 décembre 2011 - 67^e année - N°20804 -

www.lemonde.fr

Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directeur : Erik Izraelewicz

L'Europe à 27, c'est fini

- Un accord pour durcir la discipline budgétaire commune a été trouvé par les 17 membres de la zone euro et six autres pays européens, mais le Royaume-Uni s'en désolidarise
- La zone euro envisage de renflouer le FMI à hauteur de 200 milliards d'euros, la BCE sera chargée de gérer le Fonds de secours de la zone
- Moody's abaisse les notes de la Société générale, du Crédit agricole et de BNP Paribas

Bruxelles

Bureau européen

David Cameron a bien tenté un ultime coup de bluff, jeudi 8 décembre, lors d'un nouveau sommet de crise des vingt-sept chefs d'Etat et de gouvernement européens. Lors de son arrivée à Bruxelles, le premier ministre britannique a menacé de mettre son veto à toute réforme des traités européens imposée au détriment de la City de Londres, qu'il cherche à protéger des velléités régulatri-

ces du continent. De guerre lasse, les dix-sept Etats de la zone euro ont décidé de serrer les rangs, sans lui, pour tenter d'enrayer la crise qui ébranle l'union monétaire : d'ici à mars 2012, ils ont convenu de négocier entre eux un traité intergouvernemental, l'option privilégiée par Nicolas Sarkozy, afin d'inscrire dans le marbre la discipline budgétaire chère à Angela Merkel.

Cet accord devra être ratifié au plus vite dans les seules capitales signataires ; il sera ouvert, sur une base volontaire, aux pays non membres de l'euro. Hormis le Royaume-Uni, six

Etats ont annoncé, Pologne en tête, leur intention de rejoindre l'initiative, tandis que la Hongrie, la République tchèque et la Suède préfèrent d'abord consulter leur Parlement.

Un choix lourd, qui consacre l'émergence d'une Europe à deux vitesses, dont le Royaume-Uni risque de s'exclure peu à peu, au profit d'un noyau dur : la zone euro pilotée, pour le meilleur et pour le pire, par Berlin et Paris, les deux principales économies de l'union monétaire.

PHILIPPE RICARD

► Lire la suite p. 3 et nos informations p. 3 à 5

Sarkozy savait

■ La « double vie » de DSK était bien connue du président
Enquête p. 15



Dominique Strauss-Kahn, le 4 septembre, à Paris. PASCAL ROSSIGNOL/REUTERS

La Grande-Bretagne plus insulaire que jamais

Dans ces colonnes, on aime la Grande-Bretagne. La France n'oublie pas ce qu'elle a été pendant la guerre. On respecte son histoire, on admire sa culture. On sait ce que la démocratie lui doit. Et on n'arrivera pas à décliner ici tout ce qui nous tient à cœur : de l'*habeas corpus* à la BBC, de la poésie élisabéthaine à John Le Carré, du rock à l'invention des Sixties, des concerts de printemps londoniens à Wimbledon, en passant par le Liverpool FC – de nos attirances pour toutes ces choses d'outre-Manche, la liste est infinie, qui comprendrait aussi, bien sûr, un bon *fish and chips*.

Mais l'Allemagne, la France et la plupart des autres membres de l'Union européenne ont eu raison, à l'aube du vendredi 9 décembre, de dire non à Londres.

Il s'agissait, une fois de plus, de

sauver l'euro. L'opération passe par un changement dans le traité régissant les règles de fonctionnement de l'Europe des 27.

Le projet est d'y inscrire des normes de discipline budgétaire plus impérieuses. Londres redoute que cela débouche sur une réglementation plus stricte du secteur financier. Le premier ministre britannique, David Cameron, menaçait de mettre son veto à cette modification du traité si elle ne comportait pas une clause

Editorial

d'exemption pour son pays.

La plupart des Européens réunis à Bruxelles ont refusé d'accéder à la demande de Londres. Il n'y aura pas de changement du traité à 27. On établira, sans le Royaume-Uni, un « traité à 17 »

auquel ont décidé de se joindre une demi-douzaine d'autres Etats parmi les dix non-membres de l'eurozone.

Soyons *fair play*. Les Britanniques ne sont pour rien dans la crise de l'euro. Ils ne portent aucune responsabilité dans l'incapacité des dirigeants de la zone à résoudre leurs problèmes de dette souveraine.

Mais il y a une logique à ce que les Britanniques se mettent ainsi à l'écart d'un mouvement vers plus d'intégration économique et budgétaire. Ils n'y croient pas. Ils ne croient pas à l'idée européenne. Ils sont étrangers à ce projet aujourd'hui bien encalminé, mais qui nous paraît pourtant plus essentiel que jamais : forger une entité singulière qui puisse exister en tant que telle parmi les autres pôles de puissance du XXI^e siècle.

Il n'y a pas de regret à avoir pour ce qui s'est passé à Bruxelles. Une ambiguïté a été levée. Au fond, les Britanniques, entrés en 1973 dans ce qui était alors la Communauté économique européenne, ne sont, dans cette affaire, intéressés que par une chose : le marché unique. Le reste du projet européen les indiffère, quand ils ne lui sont pas hostiles.

Le sommet de Bruxelles a tracé les grandes lignes d'une meilleure gouvernance budgétaire de la zone euro. C'est bien. Ce n'est pas suffisant. Il doit y avoir une contrepartie : directement ou indirectement, la Banque centrale européenne doit être plus active dans la solution de la crise.

L'accord devait être finalisé vendredi. Attendons pour juger. Car, comme nous l'ont appris les Britanniques, le diable se loge dans les détails. ■

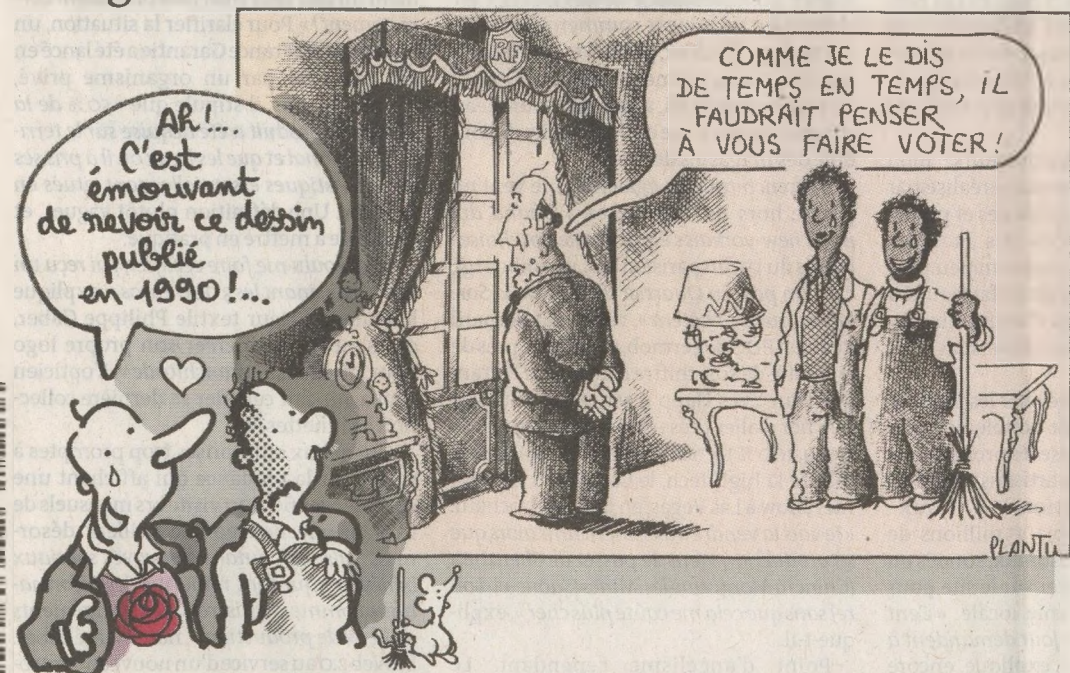
Commerce et politique : le « made in France » est porteur

Tendance Le commerce « tricolore » se développe, des sites Web garantissent l'achat français. Un thème repris par le discours politique. **Page deux et chronique p. 17**

Un appel pour sauver nos montagnes du bétonnage

Sports d'hiver Cent signataires dénoncent une fuite en avant, malgré la baisse de l'enneigement. **Page 8**

Le regard de Plantu



Quel avenir pour Ni putes ni soumises ?

L'association féministe se réunit ce week-end en congrès pour désigner sa nouvelle présidente. Créée en 2003 au lendemain de la mort de Sohane Benziane, le mouvement Ni Putes ni soumises, qui a connu une notoriété fulgurante, est aujourd'hui en grande difficulté après le mandat contesté de Sihem Habchi. La sociologue Nacira Guénif-Souilamas, ancienne marraine de l'association, porte un regard très critique : « Ni putes ni soumises a contribué à alimenter les discours racistes et sexistes en plaçant les hommes arabes et noirs de banlieue au centre du dispositif de dénonciation ; en portant un discours ethnicisant sur la violence. » ■ Lire page 11



LA CRISE DE LA ZONE EURO

La zone euro court-circuite le Royaume-Uni

Au moins vingt-trois pays européens veulent se doter d'un traité afin d'accroître leur intégration budgétaire

►►► Suite de la première page

Jeudi à Bruxelles, David Cameron a dû patienter un peu avant de rencontrer Angela Merkel et Nicolas Sarkozy.

La chancelière allemande et le président français avaient d'abord calé leurs positions avec les dirigeants des différentes institutions européennes, Mario Draghi (Banque centrale européenne (BCE)), Jean-Claude Juncker, (Eurogroupe), José Manuel Barroso (Commission), et Herman Van Rompuy, le président du Conseil européen, en compagnie de Christine Lagarde, la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI).

Ce n'est qu'après ce premier conclave de la soirée que le premier ministre Tory a pu exposer au tandem franco-allemand ses exigences lors d'une entrevue qui fut des plus tendues : en un mot, pas de réformes des traités à Vingt-Sept sans un traitement spécifique de la place de Londres, et un droit de regard sur les projets de régulation financières initiés par Paris et Berlin.

Nouvelles controverses

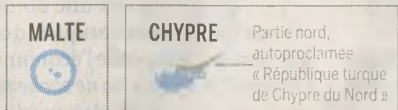
Du petit-lait pour Nicolas Sarkozy, qui n'attendait qu'une réserve du Britannique pour convaincre les pays de l'euro, et les candidats à la monnaie unique de contourner son opposition, en joignant leurs forces. « Nous aurions préféré une réforme des traités à Vingt-Sept. A partir du moment où cela n'est pas possible, nous en tirons les conséquences », s'est justifié le président à l'issue de neuf heures de palabres nocturnes : « Cela me paraît assez cohérent. » Même le Danemark, l'autre pays qui a choisi de ne pas adopter la monnaie unique lors de sa création, souhaite rejoindre le traité intergouvernemental proposé par la France et l'Allemagne. Au moins vingt-trois pays de l'Union devraient en fine se soumettre à la nouvelle discipline.

Mais l'affrontement de la nuit ébranle la cohésion de l'Union européenne (UE), au-delà de l'isolement du Royaume-Uni et de l'hôte de Downing Street. La mise en place du traité pourrait en effet susciter de nouvelles controverses.

Tout d'abord, les modalités de la participation au futur traité des

Union européenne et zone euro au matin du 9 décembre

- Pays de la zone euro prêts à signer l'accord
- Pays hors zone euro prêts à adopter l'accord
- Pays voulant consulter leur Parlement
- Pays refusant le changement de traité
- Pays hors Union européenne



pays qui pour l'heure n'ont pas adopté la monnaie unique restent à préciser, eux qui redoutent par-dessus tout la mise en place d'une Europe à deux vitesses.

Paris veut mettre sur pieds un Fonds monétaire européen

La mise en place d'un traité intergouvernemental entre les pays de la zone euro offre l'occasion, selon la France, de plaider pour un Fonds monétaire européen. Afin d'inscrire dans le marbre l'Union budgétaire réclamée par la chancelière Angela Merkel, Paris voudrait modifier un traité qui doit de toute façon l'être : celui signé avant l'été par les seuls pays de la zone euro pour mettre sur pieds leur fonds de sauvetage permanent, le Mécanisme européen de stabilité (MES). Cet instrument doit être opérationnel à la mi 2012, ont convenu les chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro,

La place des institutions européennes devrait aussi être l'objet d'un nouveau bras de fer. Le Royaume-Uni a prévenu : il s'opposera au recours des institutions en pla-

ce, comme la Commission ou la Cour de justice, par les pays de la zone euro. Londres souhaite que l'exécutif européen reste, comme aujourd'hui, avant tout au service du marché unique bien plus que de l'union monétaire. Sur le déclin depuis la fin des années Delors, la Commission va se voir doter, au nom de l'Union budgétaire, de nouvelles prérogatives pour asseoir le gouvernement économique de la zone euro sous le contrôle des chefs d'Etat et de gouvernement des Dix-Sept. Ces derniers ont vocation à se réunir tous les mois tant que durera la crise, d'après les propositions du couple franco-allemand. Les réunions de l'Eurogroupe, au niveau des ministres, seront dotées d'un secrétariat permanent. Le Parlement européen et les parlements nationaux devront être associés, selon une formule à préciser, au contrôle de ce gouvernement économique d'un

genre nouveau. Un chantier qui ne fait que s'ouvrir. Derrière ce choix aux conséquences incertaines pour la cohésion des Vingt-Sept, rien de nouveau n'a été décidé au sujet du renforcement des pare-feu dont a besoin la zone euro pour surmonter la crise actuelle. Les discussions devaient se poursuivre vendredi, mais la chancelière allemande a besoin d'un mandat du Bundestag avant de transiger, alors que son partenaire de coalition, le FDP, même, d'ici à la mi-décembre, un référendum interne sur le Fonds permanent de secours, le Mécanisme européen de stabilité.

Sauf à prolonger le sommet ce week-end, une nouvelle réunion « de la dernière chance » pourrait avoir lieu d'ici à la fin de l'année

afin d'arracher un accord en vue de refondre cet outil. Sans aucune garantie de succès : M^{me} Merkel refuse de dé plafonner la force de frappe des fonds de secours ou d'ajouter leurs moyens. M. Sarkozy a reconnu qu'il était exclu de doter le fonds de sauvetage d'une licence bancaire, pour lui faire profiter des liquidités de la BCE – une autre ligne rouge allemande. En attendant, la zone euro dépend des décisions prises, ou attendues, de l'institut d'émission, dans l'espoir, selon l'Elysée, que « les banques reviennent racheter de la dette des Etats européens ». Mario Draghi a salué « un bon accord », tandis que David Cameron lançait : « Je suis content de ne pas appartenir à l'euro ». ■

PHILIPPE RICARD

La solution d'un traité à « 17 + » est un pis-aller pour une majorité des pays non membres de la zone euro

La Pologne et la Roumanie auraient préféré une solution à vingt-sept

Dans le jargon communautaire, on appelle ça la formule « 17 + ». Entre la réforme des traités à Vingt-Sept, évacuée pour cause de cavalier seul britannique, et une mise en œuvre des nouvelles règles de gouvernance strictement limitée aux dix-sept pays de la zone euro, le conseil européen qui se tenait à Bruxelles jeudi 8 et vendredi 9 décembre a opté pour une formule intermédiaire.

Les pays qui n'ont pas encore adopté l'euro pourront, s'ils le souhaitent, se joindre à ceux de la zone euro pour participer, à un degré qui reste à préciser, aux nouvelles règles auxquelles ses membres seront astreints à l'avenir.

Cette formule prend en compte les protestations formulées par certains des dix pays non-membres de la zone euro (Pologne, Roumanie, Bulgarie, Suède, Danemark, Royaume-Uni, Lettonie, Lituanie, République tchèque, Hongrie). Les traités européens prévoient qu'à l'exception du Royaume-Uni et du Danemark, qui ont négocié une dérogation monétaire, ils doivent à plus ou moins brève échéance, intégrer

l'euro. Or, selon certains d'entre eux, une solution à dix-sept les aurait transformés en Etats de second ordre au sein de l'Union, ce qu'ils refusent catégoriquement.

Ces Etats plaident en revanche pour le maintien de l'unité des Vingt-Sept. A Bruxelles, l'Allemagne et plus encore la France, qui voulaient aller vite, ont pu tirer argument de la position maximaliste du Britannique David Cameron pour imposer un moyen terme. Pour les Etats qui militaient pour la préservation de l'Europe à Vingt-Sept, la formule « 17 + » est un pis-aller.

Des paroles et des actes

A Marseille, jeudi, devant le congrès du Parti populaire européen (PPE), qui réunit l'essentiel des partis conservateurs du continent, le premier ministre polonais, Donald Tusk, avait explicité son opposition radicale au renforcement du club euro à l'intérieur de l'Union. « Il ne suffit pas de répéter que la communauté européenne doit rester unie, a-t-il lancé à M. Sarkozy et à M^{me} Merkel, qui envisageaient une option à dix-sept en cas de blocage sur la réforme des

traités. Cela doit être suivi de décisions qui n'excluent personne et ne créent pas une Europe à deux vitesses. » « La crise scelle notre cercueil si nous choisissons d'aliéner l'Europe à Vingt-Sept », avait-il encore déclaré. « Toute autre alternative à une Union européenne [UE] à Vingt-Sept sera fatale à l'Europe », avait-il encore affirmé.

A la tête d'un autre grand pays d'Europe centrale qui aspire à rejoindre un jour la zone euro, le président roumain Traian Basescu a abondé dans le même sens avec des arguments pratiques. « L'économie de la Roumanie et la vie quotidienne de ses citoyens sont très affectées par ce qui se passe dans la zone euro », a-t-il témoigné, en citant notamment la hausse des taux d'intérêt, passés de 5 % à 8 % entre juin et décembre « à cause du manque de décision dans la zone euro ». Il avait aussi prévenu que « la Roumanie ne peut accepter une UE qui se composerait de deux catégories d'Etats. Elle veut participer aux décisions de la zone euro car elles affectent directement ceux qui vivent hors de la zone euro ».

Parmi les huit pays restants, seul le Royaume-Uni a exclu de se

joindre au club euro élargi. Le Danemark, qui pourtant, comme le Royaume-Uni, avait négocié une exception lorsque l'euro avait été rejeté par référendum, en 1992, pourrait être tenté de se joindre aux Dix-Sept.

Les autres, qui ont de toute façon vocation à intégrer la zone euro lorsqu'ils satisferont aux critères de Maastricht, sont invités à se joindre au « traité intergouvernemental à dix-sept ». Selon Herman Van Rompuy, le président du Conseil européen, six pays seraient déterminés à se joindre aux Dix-Sept pour le traité séparé.

Suédois, Tchèques et Hongrois ont réservé leur réponse, le temps de consulter leur Parlement ou leur majorité. La Suède est de toute façon dans une position particulière vis-à-vis de l'euro. Sans disposer d'une exemption, comme le Royaume-Uni et le Danemark, elle a décidé en 1997 de ne pas rejoindre l'euro alors qu'elle respectait les critères de Maastricht. Les Suédois ont ensuite rejeté son adoption par référendum en 2003. C'était, déjà, une amorce d'Europe à deux vitesses. ■

CÉCILE CHAMBRAUD



SOURCES : AFP ; LE MONDE

www.citroenselect.fr

NOËL AVANT NOËL

1 000 €

DE REPRISE

Reprise forfaitaire minimum de votre ancien véhicule, quelle que soit la marque et plus si son état le justifie, pour l'achat d'une Citroën d'occasion

Garantie 2 ans pièces et main d'œuvre⁽¹⁾

CITROËN^{select}
VÉHICULES D'OCCASION

(1) Offre réservée aux particuliers, dans la limite des stocks disponibles valable jusqu'au 31/12/2011 pour l'achat d'un des véhicules d'occasion Citroën dont la date de première mise en circulation n'excède pas 2 ans, visés dans les points de vente Citroën Félix Faure listés ci-dessous. (2) Voir conditions dans les points de vente listés ci-dessous.

CITROËN FÉLIX FAURE

PARIS 15 ^e	01 53 68 15 15	THIAIS (94)	01 46 86 41 23
PARIS 14 ^e	01 45 89 47 47	COIGNIÈRES (78)	01 30 66 37 27
PARIS 19 ^e	01 44 52 79 79	LIMAY (78)	01 34 78 73 48
BEZONS (95)	01 39 61 05 42		www.citroenff.com

> SCANNEZ CE CODE POUR ACCÉDER À NOS OFFRES.

L'exception britannique, une tradition bien établie au sein de l'Union européenne

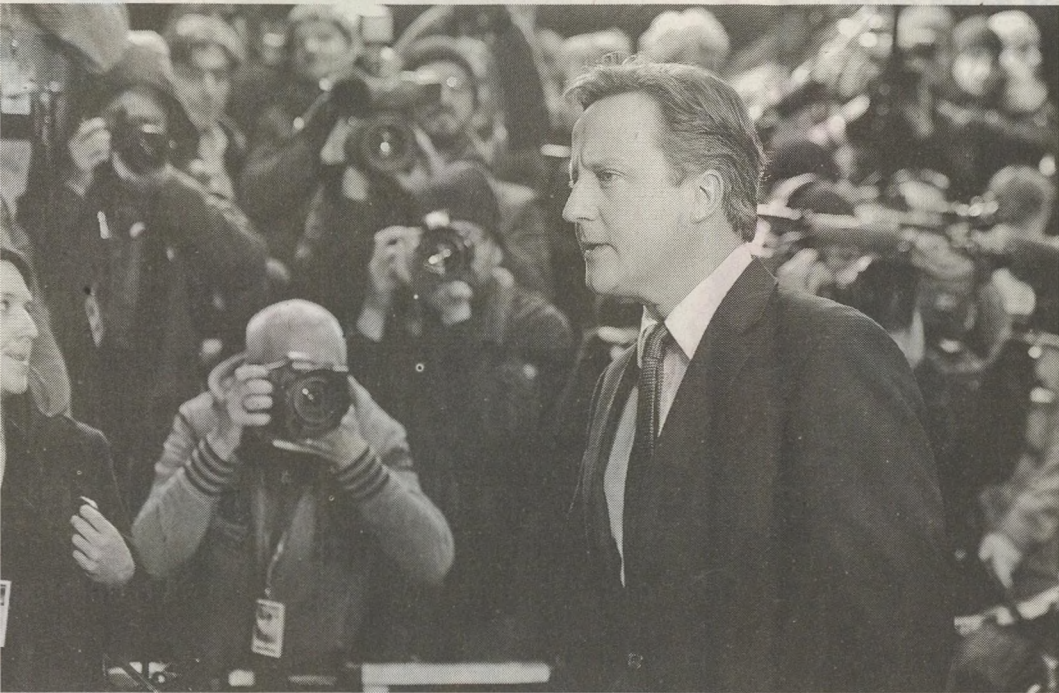
David Cameron pourrait pâtir au plan intérieur de son cavalier seul au sommet de Bruxelles

Londres
Correspondant

L' **a**utorité de David Cameron est atteinte après l'échec du sommet de Bruxelles qui isole le Royaume-Uni au sein de l'Union européenne (UE). En fixant très haut la barre des conditions posées par Londres – protection des intérêts de la City, amélioration du marché unique –, il s'est engagé dans une bataille où la Grande-Bretagne n'avait aucune chance de s'imposer face aux membres de la zone euro menés par la France et l'Allemagne, affirment bon nombre de commentateurs.

Cette rebuffade diplomatique a contribué à renforcer l'impression d'un fiasco politique dont le premier ministre porte seul la responsabilité. S'il est applaudi par les eurosceptiques, l'affrontement avec les partenaires européens ne peut qu'affaiblir la coalition avec les libéraux-démocrates, pro-européens. D'autant que l'issue du Conseil européen ne manquera pas d'encourager les « ultras » de la droite qui exigent une révision de la position britannique au sein de l'Union, voire l'organisation d'un référendum. Même si, à écouter le secrétaire d'Etat au Foreign Office, William Hague, le vice-premier ministre libéral-démocrate, Nick Clegg, tenu au courant de l'évolution des pourparlers tout au long de la nuit, a approuvé la position du chef du gouvernement, cet europhile de choc s'opposera à toute renégociation des conditions d'adhésion du royaume.

Dans ses rapports avec l'Europe, le Royaume-Uni reste plus que jamais incertain. David Cameron justifie encore aujourd'hui la célèbre formule de l'ancien secrétaire d'Etat américain Dean Acheson au début des années 1950 : l'Angleterre a perdu un empire mais n'a pas trouvé de rôle. En effet, Charles de Gaulle s'était opposé à l'entrée du Royaume-Uni dans la Communauté européenne en se souvenant du



Le premier ministre britannique, David Cameron, à Bruxelles, jeudi 8 décembre. ERIC FEFERBERG/AFP

mot de Churchill : « *Entre l'Europe et le grand large, l'Angleterre choisira toujours le grand large.* »

Son successeur, George Pompidou, qui se méfiait lui des Allemands, avait noué des liens d'amitiés avec le premier ministre britannique Edward Heath, conscient de la nécessité pour le Royaume-Uni tombé de son socle impérial et en déclin économique de trouver un nouveau rôle. Pour faciliter l'adhésion de Londres, le président français avait même organisé un référendum en France sur l'adhésion britannique en 1972. Le 1^{er} janvier 1973, l'Angleterre avait rejoint la Communauté.

Mais dès le départ, le Royaume-Uni avait apporté à la construction européenne des vues hétérodoxes : évolution des traités qui ne sont pas intangibles, rapports privilégiés avec les Etats-Unis, préservation des intérêts de la City et de la souveraineté nationale. Sur tout, Londres avait trouvé la facture de son engagement européen

trop élevée, réclamant la diminution de sa contribution au budget communautaire. En fait, ce dont les Britanniques voulaient, c'était une Europe à la carte où ils peuvent choisir ce qui leur plaît et refuser ce qui ne leur convient pas. Hier comme aujourd'hui...

L'UE trop petite

Arrivée au pouvoir en 1979, Margaret Thatcher allait mener une campagne inlassable pour obtenir gain de cause. Son nationalisme insulaire voyait l'Europe comme un ensemble imprévisible colonisé par une Commission européenne bureaucratique et vaguement socialisante. Mais malgré ses réserves, elle avait signé l'Acte unique et permis à la livre de rentrer dans le système monétaire européen.

Inquiets toutefois de l'isolement croissant après le discours de Bruges, en 1988, les ténors du parti conservateurs s'étaient débarrassés de la « dame de fer ». Son successeur, John Major, avait été rem-

placé par Tony Blair en 1997 en partie en raison des divisions des tories sur l'Europe.

Au début de son premier mandat, Tony Blair, pro européen, était catastrophé par l'état pitoyable des relations avec les partenaires européens léguées par les conservateurs. Mais après sa réélection en 2001, cet optimisme s'est évaporé avec la multiplication des crises de la construction européenne et le rejet par l'opinion d'une adhésion à l'euro. En 2005, après sa troisième victoire électorale, les batailles avec ses partenaires européens sur le budget et la politique agricole commune avaient laissé des traces. Comme Gordon Brown, qui le remplace en 2007, Tony Blair trouvait l'UE trop petite à son goût.

Il en est de même pour David Cameron que la course aux marchés émergents, la réforme du commerce mondial, les nouvelles technologies passionnent davantage que la construction européenne. ■

MARC ROCHE

Chypre, un concentré miniature des problèmes d'Europe du Sud, la malchance en plus

Le budget, présenté aux élus jeudi 8 décembre, prévoit de réduire totalement le déficit d'ici à 2014

E n rejoignant la zone euro en janvier 2008, les Chypriotes sont-ils montés à bord du *Titanic*? Jeudi 8 décembre, lorsque le ministre des finances, Kikis Kaziarmas, du parti communiste Akel, a présenté aux parlementaires un collectif budgétaire consacré à la rigueur, les habitants de l'île se sont sans doute posé la question.

Emporté par la crise de l'Union monétaire, le petit pays doit éponger son énorme dette et, d'ici à 2014, réduire à néant son déficit de 7 % du produit intérieur brut (PIB) selon le Fond monétaire international (FMI). Pour y parvenir, l'Etat prévoit une hausse de la TVA de 15 % à 17 %, le gel des salaires des fonctionnaires, des suppressions d'emplois dans la fonction publique, et une hausse des impôts...

Rien qu'en 2012, les dépenses publiques seront ainsi réduites de 461 millions et les recettes augmentées de 249 millions pour ramener le déficit à 2,5 %. Un effort considérable pour un pays dont le PIB (17,5 milliards d'euros en 2010) représente à peine plus que le chiffre d'affaires de Danone...

Mais c'est le prix à payer, pense-t-on, à Nicosie, pour éviter l'humiliation d'un plan de sauvetage sous étroite surveillance de la « troïka », la Banque centrale européenne (BCE), le FMI et la Commission européenne, comme en Grèce.

Reste que cela pourrait ne pas suffire, redoute Michalis Sarris, l'ancien ministre des finances. Ce technocrate, apolitique, a beau considérer que le pays applique aujourd'hui les bonnes recettes, la

cure arrive « *trop tard* », dit-il.

Les agences de notation ont dégradé la note de crédit du pays à la limite du statut de « junk bonds » (obligations pourries). Conséquence, Chypre n'a plus accès aux marchés depuis des mois pour se financer.

« Les gens sont en colère »

L'île a besoin de 3,1 milliards d'euros en 2012 pour financer son déficit et renouveler la dette arrivant à échéance, calcule Chris Pryce de l'agence de notation Fitch. Le prêt de 2 à 2,5 milliards d'euros accordé par la Russie – en échange, dit-on, d'un accès à l'exploitation des ressources potentielles du pays en gaz et pétrole –, lui donne de l'air. Mais le compte n'y est pas.

La plupart des experts doutent que le collectif budgétaire soit accepté en totalité par le Parlement, où Akel n'a pas la majorité. Et la récession, annoncée en 2012 par le FMI, devrait amoindrir les recettes fiscales prévues.

Comment en est-on arrivé là ? L'entrée dans l'Union européenne en 2004 s'était pourtant accompagnée d'une expansion économique spectaculaire pour le pays avec une croissance de plus de 3,5 % par an en moyenne et un taux de chômage autour de 4 %.

« *Les gens sont en colère* », observe Tümer, un habitant de Nicosie joint par téléphone. « *Les choses ne*

font qu'empirer, l'économie est devenue le sujet de préoccupation numéro un ! », raconte-t-il.

De fait, Chypre est aujourd'hui une sorte de concentré miniature des problèmes de l'Europe du Sud : manque de compétitivité, surendettement public, secteur financier malade... La malchance en plus. La destruction, en juillet, de la principale centrale électrique de l'île, suite à l'explosion accidentelle d'un dépôt de munitions, pourrait coûter entre 300 et 700 millions d'euros, selon le FMI.

Mais le principal point noir de Chypre, ce sont ses banques. Le secteur pléthorique (les actifs représentent plus de 800 % du PIB) est exposé à la dette de la Grèce voisine et partenaire à hauteur de 4 milliards d'euros selon Fitch. La décade de 50 % sur ces titres, décidée par les Européens pour soulager Athènes, lui porte un coup de massue. Et l'Autorité bancaire européenne n'a pas manqué de rappeler jeudi que les établissements devront se recapitaliser à hauteur de 3,5 milliards d'euros d'ici janvier. L'équivalent de 20 % du PIB.

Pour autant, les Chypriotes, assure Tümer, restent fiers et heureux d'appartenir à la zone euro et à l'Union européenne, dont ils vont prendre la présidence en 2012. ■

CLAIRE GATINOIS
AVEC ALAIN SALLES (À ATHÈNES)

Washington s'impatiente mais ne veut pas payer

L'administration Obama estime que l'Europe peut s'en sortir seule et multiplie les pressions

Washington
Correspondante

P our Barack Obama, le sauvetage de la zone euro est devenu une priorité politique. A un moment où le président américain entrevoit un début d'amélioration dans les chiffres du chômage, la perspective de voir la récession en Europe compromettre une possible embellie, à moins d'un an de l'élection présidentielle, est préoccupante. « *Je passe énormément de temps à passer des coups de fil transatlantiques* », confiait-il à des donateurs de campagne récemment à New York.

Mercredi 7 décembre, il a une nouvelle fois appelé la chancelière allemande, Angela Merkel. Jeudi, il s'est félicité que les Européens aient « *fait quelques progrès* » en direction d'un accord budgétaire.

Les Américains ont une double crainte : pour leurs banques, quoi que, comme le rappelle l'économiste Robert Shapiro, « *on ne sache pas quelle est l'étendue des produits dérivés européens qui sont en possession des établissements américains* ». Mais aussi pour la croissance, tributaire de la bonne santé des économies européennes.

Non content de passer des coups de fil, M. Obama a aussi envoyé cette semaine le secrétaire au Trésor, Tim Geithner, dans les capitales européennes, à commencer par Berlin. Washington veut convaincre M^{me} Merkel d'infléchir sa position et de mettre en place un « *pare-feu* » de taille suffisante.

Washington n'ignore pas que les pressions sur Berlin sont souvent contre-productives, mais l'impatience monte aux Etats-Unis. La crise de l'eurozone, qui était cantonnée aux pages « *business* » des journaux, occupe maintenant une bonne place dans les pages politiques.

Pour Robert Shapiro, ex-collaborateur de Bill Clinton, l'administration Obama n'a pas beaucoup de moyens de pression, sinon de faire comprendre qu'un échec « *affecterait les relations entre les Etats-Unis, la France et l'Allemagne* ». Depuis plusieurs mois, M. Obama a multiplié les appels à l'action. La théorie américaine est que l'Europe a « *la capacité et les ressources* » pour s'en sortir toute seule, et en tout cas sans ce qu'aux Etats-Unis certains républicains dénoncent par avance comme un renflouement avec de l'argent américain.

Opposition républicaine

Une coalition de vingt organisations républicaines, menée par Americans for Prosperity, le principal bailleur de fonds du Tea Party, a envoyé une lettre aux membres du Congrès, jeudi, leur demandant d'« *interdire l'utilisation de l'argent des contribuables pour un quelconque sauvetage financier* » de l'Europe. « *Il est inconcevable de forcer la classe moyenne américaine à payer pour des bureaucrates européens qui prennent leur retraite à 50 ans* », indique le message, qui fait état de rumeurs selon lesquelles M. Geithner aurait proposé la participation américaine à un plan de sauvetage sous les auspices du Fonds monétaire international (FMI).

Dans sa déclaration de jeudi, M. Obama a écarté toute contribution américaine. « *Il ne s'agit pas d'un pays pauvre qui (...) est obligé de passer le chapeau pour obtenir de l'aide, il s'agit de l'Europe.* »

Pour l'économiste conservateur John Makin, « *le FMI peut faire ce qu'il veut avec les fonds existants, mais il n'est pas réaliste de compter sur une contribution supplémentaire, compte tenu du climat politique actuel aux Etats-Unis* ». ■

CORINE LESNES

L'Eglise d'Italie est invitée à prendre sa part d'austérité

C 'est un secret mieux gardé que celui de la confession. Combien l'Eglise italienne et le Vatican possèdent-ils de biens immobiliers dans la Péninsule ? Question aussitôt suivie d'une autre : pourquoi ces biens, même lorsqu'ils sont à usage commercial, échappent-ils à l'impôt, à l'égal de ceux dédiés au culte ?

« *C'est une question que nous ne nous sommes pas encore posée* », a reconnu le président du conseil, Mario Monti, lundi 5 décembre. Le chef du gouvernement a bien réintroduit la taxe immobilière supprimée par le gouvernement Berlusconi en 2008, mais l'Eglise jouit toujours d'un régime fiscal particulier.

Selon Gruppo RE, spécialisée dans la gestion des immeubles et terrains de l'Eglise, 20 % de l'immobilier en Italie est directement ou indirectement contrôlé par des entités religieuses. Taxés, ces biens rapporteraient de 500 à 700 millions d'euros au Trésor public, selon l'Association nationale des communes italiennes.

Une vingtaine de députés du centre gauche, quelques élus de la Ligue du Nord et du Peuple de la liberté, le parti de M. Berlusconi, sont prêts à rejoindre ceux qui estiment que l'Eglise et les diverses congrégations vaticanes jouissent de privilèges exorbitants en ces temps de crise et de sacrifices.

Des dizaines de milliers de personnes ont rejoint, sur Facebook,

le groupe Vatican, paie ta propre austérité. La revue intellectuelle *MicroMega* a lancé une pétition qui, jeudi, avait recueilli 70 000 signatures. Pour les pétitionnaires, l'Eglise s'affranchirait de son devoir de contribuable en adjoignant une chapelle à des lieux commerciaux (hôtels et restaurants dans le quartier du Vatican, hôpitaux et écoles) pour en faire aussi des lieux de culte.

« *Calomnie* », répondent les autorités religieuses. L'Administration du patrimoine du Saint-Siège estime ses biens à 50 millions d'euros. Mais rien qu'à Rome 10 000 testaments sont rédigés chaque année en faveur de l'Eglise. La Congrégation pour la propagation de la foi posséderait pour 9 milliards d'euros de biens.

Quoi qu'il en soit, l'Eglise paraît disposée à assumer sa part d'austérité. Certes, le directeur du quotidien des évêques, *Avvenire*, fustige une « *campagne de mystification* ». Et rappelle que l'Etat délègue à l'Eglise beaucoup de ses responsabilités en matière de politique sociale. Mais le cardinal secrétaire d'Etat Tarcisio Bertone, numéro deux du Vatican, s'est montré mieux disposé, admettant que la taxe immobilière peut être « *un problème particulier à étudier et à approfondir* ». Catholique pratiquant, M. Monti devra se prononcer sur la question. ■

PHILIPPE RIDET
(ROME, CORRESPONDANT)

Hilditch & Key - **BATES**

GRANDE VENTE SPÉCIALE AVANT NOËL

à partir du samedi 10 décembre,
ouverture exceptionnelle le dimanche 11 décembre

Chemises	135 €	85 €
Cravates	85 €	55 €
Cashmere	695 €	495 €

252, rue de Rivoli (Place de la Concorde) - Tél. 01.42.60.36.09

LA CRISE DE LA ZONE EURO

Pas de rachat massif de dettes publiques pour la BCE

La Banque centrale baisse ses taux et va proposer aux banques des prêts illimités à trois ans

D'abord souffler le chaud, en baissant les taux et en prenant des mesures inédites pour soutenir le système bancaire. Ensuite, refroidir brutalement les attentes de ceux qui voyaient déjà la Banque centrale européenne (BCE) utiliser le « *bazooka* », selon le terme désormais consacré, c'est-à-dire ouvrir la porte à davantage d'achats de dette publique.

L'institution francfortoise s'est montrée, jeudi 8 décembre, à la fois « *très souple d'un côté, très rigide de l'autre* », résume Bruno Cavalier, chef économiste de la société de Bourse Oddo.

À la suite de l'allocution de Mario Draghi, le président de la BCE, les Bourses de la zone euro ont plongé, jeudi, entre 2% (Francfort) et 4,3% (Milan), tandis que les rendements des emprunts d'Etat espagnols et italiens se sont fortement tendus.

Vendredi matin, après l'accord des pays de la zone euro pour davantage de discipline budgétaire, les Bourses ouvraient encore en baisse d'environ 0,5%.

M. Draghi a campé sur une position orthodoxe s'agissant de l'accroissement du programme de rachat de dette publique par la BCE, réclamé à haute voix par les marchés et désormais *mezza voce*, mais de façon toujours pressante, par nombre d'Etats à l'intérieur et à l'extérieur de la zone euro.

Lors de l'intervention de M. Draghi le 1^{er} décembre devant les euro-députés, certains avaient cru déceler une possible ouverture à une telle politique, une fois un « pacte budgétaire » adopté entre pays de la zone euro.

Le président de la BCE a indiqué, jeudi, que ses propos ont été « *surinterprétés* ». Il a multiplié les rappels au mandat donné à la banque centrale par le traité, notamment à son article 123 qui interdit tout achat direct de dette publique, « *dans la meilleure tradition de la Bundesbank* ».

L'« *esprit* » de ce mandat empêche, selon M. Draghi, d'envisager que la BCE ou les banques centrales nationales prêtent de l'argent au Fonds monétaire international (FMI) pour que celui-ci le reverse ensuite à des Etats de la zone euro.

Dans leur communiqué, publié vendredi matin, les chefs d'Etat et de gouvernement européens ont toutefois décidé de verser 200 milliards au FMI sous forme de prêts bilatéraux pour augmenter ses capacités d'intervention.

M. Draghi a renvoyé la balle aux Etats : à eux de mener les réformes structurelles, de consolider leurs finances publiques et d'accepter d'importants dispositifs de contrôle budgétaire.

Vendredi matin, M. Draghi a estimé que le Conseil européen a posé

« *la base pour un pacte budgétaire avec plus de discipline dans les politiques économiques des Etats membres* ».

Pour aider les pays en détresse, M. Draghi a redit, jeudi, sa « *préférence* » pour le Fonds européen de stabilité financière (FESF) – qui n'obtiendra pas de licence bancaire pour se financer auprès de la BCE –, ainsi que pour le Mécanisme européen de stabilité (MES), qui doit lui succéder en 2012.

La BCE va « *gérer* » à l'avenir le FESF et le MES, a indiqué Nicolas Sarkozy, en les aidant techniquement à intervenir sur les marchés.

Un « credit crunch » redouté

Jeudi, la BCE a aussi baissé ses taux d'un quart de point, comme l'anticipaient les observateurs, ramenant le loyer de l'argent à 1%, plancher historique, déjà atteint entre mai 2009 et avril 2011.

Cette décision est motivée par une conjoncture qui se dégrade « *considérablement* » : la BCE n'attend plus que 0,3% de croissance dans la zone euro en 2012, contre 1,3% précédemment. « *Elle reste optimiste, car tabler sur un chiffre positif est assez ambitieux* », relève Natacha Valla, chef économiste Europe chez Goldman Sachs.

La myriade de mesures prises par la BCE pour venir en aide au secteur bancaire n'a pas non plus suffi à satisfaire les marchés. « *La BCE fait pourtant preuve d'une grande imagination et est allée très, très loin, au-delà de ce qu'attendaient les marchés* », note Laurence Boone, chef économiste Europe de Bank of America-Merrill Lynch.

Pour prévenir toute crise de liquidité, les banques vont pouvoir obtenir, à deux reprises, des prêts illimités à trois ans. Du jamais-vu : ce type d'opération se limitait jusqu'ici à un an, durée déjà « non standard » et instaurée à cause de la crise.

L'institution francfortoise va aussi accepter des « collatéraux » de moins bonne qualité – ces garanties déposées à la BCE par les banques en échange d'un prêt, comme des obligations d'Etat.

Enfin, la banque centrale a, pour la première fois de son histoire, diminué de moitié (de 2% à 1%), le taux de « réserves obligatoires », c'est-à-dire le niveau des dépôts qu'une banque commerciale doit déposer auprès de la BCE.

« *Elle craint visiblement que des banques n'aient plus les collatéraux éligibles*, note M^{me} Boone. Elle redoute aussi un credit crunch [arrêt du crédit] vu l'ampleur du désendettement des banques, qui réduisent fortement leur bilan et diminuent du coup leur financement de l'économie. » ■

CLÉMENT LACOMBE

Les banques européennes ont besoin de près de 115 milliards d'euros de capitaux

L'agence Moody's a abaissé les notes de crédit de BNP Paribas, de la Société générale et du Crédit agricole

Le couperet est tombé. Ce sera 114,7 milliards d'euros, soit 8,3 milliards de plus qu'en octobre. Jeudi 8 décembre, l'Autorité bancaire européenne (EBA) a publié son estimation définitive du besoin de recapitalisation des soixante-dix grandes banques européennes.

Ce chiffreage était attendu, alors que la crise de la dette fragilise les établissements bancaires, principaux créanciers de l'économie. Il renseigne les chefs d'Etat sur la santé de leur système bancaire et leur permet de savoir s'ils pourront se passer d'un soutien public.

L'EBA demande aux banques de se recapitaliser d'ici au 30 juin 2012. Plus le besoin en capitaux est élevé, plus le recours aux fonds publics semble probable.

Quatre Etats se trouvent dans une situation délicate : les trois pays d'Europe du Sud les plus touchés par la crise – Grèce (avec un

besoin de capitaux de 30 milliards d'euros), Espagne (26,1 milliards), Italie (15,3 milliards) – ainsi que l'Allemagne (13,1 milliards), le bon élève de la zone euro.

Les besoins en capitaux du secteur bancaire allemand sont plus du double de la première estimation de l'EBA, en octobre. L'aggravation de la crise a détérioré les comptes d'établissements très exposés aux dettes souveraines et qui n'ont pas encore allégé leur profil de risque. La Commerzbank est ainsi dans une position critique, avec 5,3 milliards d'euros à trouver en six mois, talonnée par Deutsche Bank (3,2 milliards).

La France s'en sort mieux qu'en octobre, avec 7,3 milliards d'euros pour BNP Paribas (1,5 milliard), la Société générale (2,1 milliards) et BPCE (3,7 milliards). Le Crédit agricole est jugé solide. Cette moindre facture tient aux bons résultats du troisième trimestre, qui ont per-

mis de renforcer les fonds propres et à d'importantes ventes de dettes d'Etat. L'Elysée et Matignon sont convaincus que les banques se recapitaliseront seules, sans aide publique.

Il reste à savoir quelle crédibilité les investisseurs sur les marchés et les agences de notation accorderont à l'analyse de l'EBA, notamment à ses hypothèses de dépréciation des dettes souveraines.

Un environnement dégradé

Les mauvaises nouvelles s'accumulent pour le secteur. Tandis que la menace de récession se précise dans la zone euro, les agences de notation s'inquiètent de l'impact sur les banques de la dégradation de l'environnement macroéconomique, qui restreint leurs profits, et de la crise de la dette, qui durcit leurs conditions de financement.

Vendredi 9 décembre, Moody's a abaissé les notes de crédit de

BNP Paribas (à Aa3), de la Société générale (A1) et du Crédit agricole (Aa3), en raison de cette conjoncture. L'agence fait aussi valoir que les multiples cessions d'actifs, engagées par les banques pour renforcer leurs capitaux propres, pourraient se ressentir dans les prix des ventes futures. Moody's conclut que la probabilité que ces banques aient recours à un soutien de l'Etat reste « *très élevée* ».

De son côté, Standard & Poor's a placé, le 6 décembre, la note de la plupart des grandes banques européennes, dont les françaises, sous surveillance négative. Elle aussi estime que la France pourrait être contrainte de soutenir le secteur. La décision, exceptionnelle de la Banque centrale européenne, jeudi 8 décembre, d'offrir aux banques des facilités de refinancement sur trois ans n'a pas paru rassurer les marchés. ■

ANNE MICHEL



Banque

Des anarchistes italiens envoient un colis piégé au patron de Deutsche Bank

BERLIN. Un colis piégé destiné à Josef Ackermann, président de Deutsche Bank, a été repéré par des employés de l'établissement bancaire, à Francfort, et désamorcé, sans avoir fait de blessé, par la police allemande, mercredi 7 décembre. Jeudi, une organisation italienne – la Federazione Anarchica Informale (FAI), un réseau anarchiste qui compterait jusqu'à 150 personnes selon la police italienne – a revendiqué « *trois explosions contre des banques, des banquiers, des tiques et des sangsues* ». Les enquêteurs s'attendent à deux autres envois. Un groupe baptisé FAI avait déjà revendiqué, en 2003, l'envoi d'une lettre piégée à la Banque centrale européenne ainsi qu'à Romano Prodi, alors président de la Commission européenne. En 2010, ce groupe aurait aussi été à l'origine de deux colis piégés qui ont explosé à Rome, dans les ambassades du Chili et de Suisse où un employé avait été grièvement blessé. On lui attribue encore, entre autres, l'envoi d'un colis piégé en mars 2011 au groupe nucléaire helvétique Swissnuclear. ■ FRÉDÉRIC LEMAÎTRE